

PROJET INFOMEDIO





PROGRAMME D'INITIATIVE COMMUNAUTAIRE INTERREG III - VOLET B "ESPACE CARAIBES"

2000 - 2006

GUADELOUPE - MARTINIQUE - GUYANE

ETATS MEMBRES DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAIBE

**ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES ETATS MEMBRES DU CARIFORUM
REGIONS ULTRAPERIPHERIQUES**

Formulaire de candidature v.6.5

(Demande de concours FEDER)

PROJET INFOMEDIO

Intitulé du projet : Réseau pilote d'infomédiation pour l'environnement

Cadre réservé à l'administration :

REF :

Date d'entrée :

TABLE DES MATIERES

1. Identification du projet.....	3
2. Participants au projet.....	3
2.1. Identification du Chef de file du projet	3
2.2. Identification des autres partenaires du projet.....	5
3. Descriptif synthétique du projet.....	7
3.1. Contexte et justification du projet.....	7
3.2. Brève description du projet.....	7
3.3. Problématique à laquelle le projet répond.....	8
3.3.1. Difficultés Techniques.....	9
3.3.2. Difficultés Humaines.....	10
3.4. Objectifs transnationaux du projet.....	11
3.4.1. Objectifs Techniques.....	11
3.4.2. Objectifs Humains.....	12
3.5. Résultats attendus du projet.....	13
3.6. Aspects innovants du projet.....	14
3.7. Liste et description de toutes les actions.....	16
4. Autres sources de financement communautaire pour ce projet.....	20
5. Etudes et travaux préalables.....	20
6. Relation avec d'autres projets et actions.....	21
7. Compatibilité avec les politiques nationales et communautaires.....	22
8. Coordination des réalisations.....	23
9. Calendrier prévisionnel des réalisations (pour chaque année).....	24
10. Modalités de diffusion des résultats du projet.....	24
11. Evaluation.....	25
12. Indicateurs.....	25
12.1. Indicateurs de réalisation.....	25
12.2. Indicateurs de résultat.....	26
12.3. Indicateurs d'impact.....	27

1. Identification du projet

Sigle du projet : INFOMEDIO

Intitulé du projet : Réseau pilote d'infomédiation pour l'environnement

Dossier proposé sur l'axe prioritaire : 2
Dossier proposé sur la (les) mesure(s) : 2.2
Date de début des réalisations : 01/10/05
Date prévisionnelle de fin des réalisations : 31/12/07

Pays concernés : Martinique, République Dominicaine, Iles Vierges
Régions concernées : Caraïbes

Langue de présentation de la demande : Français

2. Participants au projet

2.1. Identification du Chef de file du projet

Organisation : Association Rivelo

Nom de la personne habilitée à faire la demande : MOREAU Olivier
Fonction au sein de l'organisation : Président
Adresse : Quartier Citronnelles, Fond Bourlet, 97222 Case Pilote
Région : Martinique
Pays : France
Tél. : 0596 78 84 75
Fax : 0596 78 84 75
Email : o.moreau@Rivelo.net

Nom de la personne chargée du suivi du dossier : PLANCY Max
Fonction au sein de l'organisation : Secrétaire
Organisation : Association Rivelo
Adresse : B.P. 7035, 97233 Schoelcher
Région : Martinique
Pays : France
Tél. : 0596 61 45 95
Fax :
Email : m.plancy@Rivelo.net

Identité bancaire :

Titulaire du compte : Association Rivelo
Banque : Banque Populaire BRED
Agence : Associations
Adresse : Fort de France Savane,
17, rue de la Liberté, 97200 Fort-de-France
Région/Pays : Martinique
N° du compte : 833 00 1721

Bref descriptif de l'organisation et de ses principales fonctions et activités :

Rivelo est une association française à but non lucratif fondée en Martinique qui regroupe des personnes ayant décidé de mettre leurs efforts en commun pour contribuer à un monde plus solidaire.

Quels sont nos objectifs ?

Contribuer au développement durable et équitable dans les domaines de l'économie, de l'éducation, des conditions de vie, de la santé, et de l'environnement des pays du Sud en général et de la zone Caraïbe en particulier.

Mettre en oeuvre les Objectifs du Millénaire pour le Développement définis par l'ONU : « Réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement. »

Profiter des atouts spécifiques de la Martinique pour sa position de passerelle Nord-Sud. A savoir : Géographie tropicale, histoire du développement récent, politique de respect de la démocratie, culture créole et internationale, ressources humaines compétentes, infrastructures technologiques adéquates, département Français d'Outre-Mer.

Comment allons nous procéder ?

Par l'**infomédiation** : Il s'agit de créer une plate forme d'informations pour le routage pertinent et efficace des informations entre des individus et organisations des pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, et les pays du Nord, notamment européens. Ces informations peuvent être d'ordre financier, économique, technique, médical, etc... En effet, depuis à peine une dizaine d'années, la donne n'est plus la même dans les échanges d'informations grâce à Internet. Aujourd'hui malgré les milliers de sites consacrés à l'aide internationale, il demeure difficile de vraiment trouver dans cette "jungle", les informations pertinentes sans l'aide de personnes ressources, les **infomédiaires**.

Concrètement, il s'agit :

De former des **infomédiaires**, soit des individus capables d'être des médiateurs d'une activité de développement socioéconomique ou culturel dans les Caraïbes et l'Amérique du Sud.

De créer un "**moteur de recherche Humain**", facilitant les contacts ciblés et directs, entre les demandeurs et les fournisseurs de l'aide attendue.

De mettre en place une **Banque de Données fonctionnelle** au service de ces individus et organisations, regroupant les principaux acteurs du développement nord-sud et sud-sud, sans exclusion.

D'adhérer à **des réseaux** existants oeuvrant dans le développement sud-sud et nord-sud (ex: Development Gateway) et s'assurer de la visibilité de la Martinique dans ces espaces virtuels.

D'organiser des **conférences**, des réunions internationales, des forums, et autres **événements** sur des sujets conformes à l'objet de l'association.

De stimuler les demandes des voisins caribéens et latino-américains pour les **compétences Martiniquaises** en matière d'aide technique, d'éducation, de santé, etc...

De promouvoir et participer à la réalisation de publications, de **documentaires** et de supports **audio-visuel** (télévision, radio, Internet) traitant des coopérations sud-sud et nord-sud.

D'assister les organisations donatrices liées aux projets de **Rivelo** pour leur **installation** en Martinique dans le cadre du développement de leur activité dans la zone caraïbe.

Descriptif du rôle de Rivelo dans le projet :

Rivelo est le coordinateur du projet **INFOMEDIO**. Il a initié le concept d'«**infomédiation**» et a négocié les accords de partenariats transnationaux avec les pays d'accueil. Son rôle consiste à :

- 1) **Développer, mettre en place et contrôler des outils de gestion de l'information.** Le système informatique **Rivelo (SysInfo Rivelo)** contiendra plusieurs bases de gestion des connaissances connectées sur un serveur qui permettra un échange dynamique et une gestion d'informations efficace et sécurisée entre les partenaires. L'architecture du site facilite la recherche interne entre les partenaires ainsi que l'utilisation par un large public mais, bien sûr, le rôle des **infomédiaires** est primordial pour fournir des réponses concrètes.
- 2) **Former des infomédiaires.** **Rivelo** organise la formation technique des **infomédiaires** dans l'utilisation du Sysinfo **Rivelo**.
- 3) **Soutenir les infomédiaires dans leurs missions de recensement des organismes locaux en vue de constituer la "Banque de Données Environnement Caraïbe Infomédio".** Le site **Rivelo** servira de portail vers les sites existants des organismes oeuvrant dans le domaine de l'Environnement, situés dans les départements français antillais et les pays d'accueil désignés par l'accord transnational. **Rivelo** assure l'accueil en Martinique des **infomédiaires** étrangers en mission de recensement.
- 4) **Suivre et mesurer les résultats.** Les interventions actuelles seront contrôlées par le Comité Technique, composé des gestionnaires et du chef de projet, en vue d'affiner des procédures liées au fonctionnement du projet et d'analyser la nature de la demande. Le comité est aussi responsable du rapport intermédiaire d'activités et de la publication des résultats finals.

2.2. Identification des autres partenaires du projet

Partenaire n°1: Fundación-Redes-y-Desarrollo (**FUNREDES**) Association Réseaux et Développement.
Responsable : Daniel Pimienta

Bref descriptif de l'organisation et de ses principales fonctions et activités :

FUNREDES est une Organisation Non Gouvernementale Internationale, qui se consacre à la diffusion des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les pays en voie de développement, notamment en Amérique Latine et dans la Caraïbe. Son but est de contribuer au développement et à l'intégration régionale en collaboration avec les Organisations Internationales, les ONG, les États, les Administrations et les Institutions publiques ou privées intéressées.

Descriptif du rôle de Funredes dans le projet :

La justification du projet **INFOMEDIO** s'appuie sur les recherches et expériences de **FUNREDES** dans l'influence sociale des technologies d'information et de communication et plus spécifiquement sur l'appropriation des TIC par la communauté. **FUNREDES** offre une liaison sur le terrain de la République Dominicaine pour l'accueil et la formation des **infomédiaires**.

Le rôle de **FUNREDES** dans le projet est de:

- 1) **Accueillir les infomédiaires** dans leur mission de recensement des organismes de la République Dominicaine pour la Banque de Données Environnement Caraïbe **Infomédio**.
- 2) **Former des infomédiaires**. **FUNREDES** organise la formation des **infomédiaires** dans la dynamique de la communication, en tant qu'animateurs d'un forum virtuel et interlocuteurs du centre d'appel.
- 3) **Développer, mettre en place et contrôler des outils de gestion de l'information**. **FUNREDES**, en collaboration avec **Rivelo** et **IRF**, établit la cohérence des normes et procédures entre les partenaires du projet.
- 4) **Suivre et mesurer les résultats** au sein du Comité Technique.

Partenaire n°2 : **Island Resources Foundation**

Responsable : Bruce POTTER

Bref descriptif de l'organisation et de ses principales fonctions et activités :

IRF est une organisation privée de recherche et d'éducation qui fonctionne dans un but non lucratif. Elle est basée à St. Thomas dans les Iles Vierges, et tient aussi un bureau à Washington DC. Son objectif est de résoudre les problèmes environnementaux des petites îles tropicales en voie de développement. Parmi ses activités de recherche et conseil, **IRF** assure une veille écologique de la région en permanence.

Descriptif du rôle de IRF dans le projet :

Le projet **INFOMEDIO** bénéficie du réseaux d'experts que **IRF** a développé depuis sa fondation en 1972 pour assurer un conseil scientifique environnemental. **IRF** offre une liaison sur les îles anglaises de la Caraïbe pour l'accueil et la formation des **infomédiaires**.

Le rôle de **IRF** dans le projet est de:

- 1) **Accueillir les infomédiaires** dans leur mission de recensement des organismes des Iles Vierges pour la Banque de Données Environnementale Caraïbe **Infomédio**.
- 2) **Former des infomédiaires**. **IRF** surveille l'instruction des **infomédiaires** dans les notions écologiques de base. Il soutient les **infomédiaires** dans leur travail en fournissant une veille écologique de la région et du conseil scientifique.
- 3) **Développer, mettre en place et contrôler des outils de gestion de l'information**. **IRF**, en collaboration avec **Rivelo** et **FUNREDES**, établit la cohérence des normes et procédures entre les partenaires du projet.
- 4) **Suivre et mesurer les résultats** au sein du Comité Technique.

3. Descriptif synthétique du projet

3.1. Contexte et justification du projet

Les technologies d'informations et de communications, notamment Internet, ont donné aux îles de la Caraïbe la possibilité de surmonter leur isolement géographique et de constituer un espace commun de coopération qui favorise l'échange des connaissances, encourageant le développement durable et équitable de la région. Selon la politique régionale, une synergie des sociétés caribéennes permettra la gestion rationnelle et efficace des ressources environnementales, économiques et sociales. Mais comment arriver à une telle synergie en dépit des diversités culturelles et sociales qui particularisent nos îles ?

Le projet **INFOMEDIO** introduit un réseau de communication, de collaboration et de coordination, caractérisé par un interface humain : l'**infomédiaire**. Le modèle d'un moteur de recherche humain porte trois volets interactifs, gérés et coordonnés par l'**infomédiaire**: la base de connaissances, la communauté virtuelle et le centre d'appel. La base de connaissances rassemble efficacement des réseaux et sites existants pour renforcer la capacité des institutions locales à communiquer et échanger l'information et les données, et pour développer des standards communs de documentation. La communauté virtuelle permet d'améliorer la cohésion régionale par l'échange d'expériences, d'expertises et de bonnes pratiques entre les partenaires et avec les pays tiers. Elle contrôle la qualité de l'information en veillant à la fiabilité de la source et la cohérence des données. Le centre d'appel facilite l'accès à la société de l'information avec un outil simple et efficace : le téléphone.

Le projet **INFOMEDIO** s'inscrit dans l'axe prioritaire 2 du Programme Interreg III B : Diffusion de l'information, du savoir et renforcement de la capacité d'innovation, et plus spécifiquement Mesure 2-2 : Développer la recherche et les technologies de l'information et de la communication au profit de l'environnement dans l'espace de coopération. Une fois perfectionné, ce système de communication sera d'un caractère duplicatif au profit d'autres domaines tel que l'éducation ou la santé. Essentiellement, il se focalise sur le transfert de technologie et l'établissement des alliances entre les acteurs de la région : les scientifiques, les entrepreneurs, le gouvernement et la société civile.

3.2. Brève description du projet

Objectif :

L'objectif principal d'**INFOMEDIO** est de faciliter la communication et le partage des connaissances entre les acteurs environnementaux dans la Caraïbe.

Finalités :

Le projet soutient les **principes d'éco-développement** pour une croissance durable et équitable de la région. Le partage des connaissances et le transfert des technologies, permettent aux îles d'augmenter leur capacité de protéger l'environnement.

La **cohésion régionale** est également favorisée par la mise en place des liens transversaux entre les acteurs environnementaux de la Caraïbes. Le projet permet la création des réseaux communautaires à large bande dotés d'un système de gestion adéquat qui relie plus d'une localité, qui soient viables à long terme, intégrant par la suite aux réseaux internationaux. En s'appuyant sur des expériences qui s'implantent actuellement dans la région, **INFOMEDIO** œuvre pour réduire le fossé numérique et favoriser l'accès à la société d'information. Ainsi le projet articule et renforce les réseaux existants à travers des barrières sociales et encourage le développement des nouvelles alliances.

Résultats :

1. Les difficultés humaines pour l'établissement de moyens de communications efficaces, les transferts de savoir, et le partage des connaissances sont maîtrisées à l'égard des politiques harmonieuses.
2. Les difficultés techniques apparaissant lors de la mise en place d'outils TIC entre les acteurs impliqués dans l'environnement Caraïbéen sont maîtrisées.
3. La médiation de l'information et de la communication est établie.

Bénéficiaires :

Le projet oeuvrera au niveau communautaire, au bénéfice des organisations professionnelles au milieu économique, les partenaires économiques et sociaux, les autorités régionales et locales et les autres autorités publiques compétentes, les organisations non gouvernementales, en particulier les organismes pour la protection et l'amélioration de l'environnement tels que les Ministres de l'Environnement, les agences et départements gouvernementaux concernés par l'environnement, les PME, les universités, les instituts et centres de recherche, les centres de services, les centres de transferts de technologies et les parcs scientifiques.

L'accent est mis sur la connectivité locale intra-communautaire, à savoir un paradigme qui répondra à la façon dont les gens communiquent aujourd'hui et qui adaptera les options technologiques à cette réalité.

Partenaires :

Rivelo a établi un lien formel de relations avec ses partenaires transnationaux à l'égard de l'aide à la société civile par le biais des TIC. Les partenaires s'occuperont de l'accueil et de l'instruction des **infomédiaires** en relation avec la problématique propre à leur pays.

Le suivi des opérations sera assuré par un Comité Technique, composé des gestionnaires et du chef de projet. Le Comité déterminera la procédure d'**infomédiation** la plus efficace en s'appuyant sur les résultats des contrôles mensuels.

Gestion

La gestion est centralisée en Martinique. La mise en oeuvre de l'action bénéficie aux îles du partenariat transnational.

3.3. Problématique à laquelle le projet répond

La problématique commune aux îles des Caraïbes est **la faible dynamique d'échanges d'informations et de partage des connaissances entre les acteurs environnementaux dans la région**. Les capacités de croissance des îles de la Caraïbe n'étant pas homogènes¹ nuisent aux efforts fournis en vue d'établir un espace commun de coopération, aussi bien dans la coordination des moyens techniques que dans la perception des priorités. Les diversités économiques, politiques et culturelles de la région sont accentuées par un fossé numérique. L'accès aux informations de qualité dépend de l'infrastructure ainsi que de l'implication active des communautés dans la société d'information. En conséquence, l'appropriation des technologies d'information et communication aux services de la

¹ Voir Annexe 1 : Statistiques régionales : Classification des pays par croissance et pénétration

communauté caribéenne confronte non seulement des obstacles techniques, mais aussi des complexités **socio-culturelles**.

Si les TIC facilitent de plus en plus la communication avec le reste du monde, cela n'a cependant de sens pour le développement humain que si elle se traduit par des résultats concrets dans l'entourage immédiat des personnes. Cette tension entre les réalités mondiales et locales doit être résolue de manière créative dans les projets de TIC et de développement. Où se trouve l'équilibre entre la capacité d'échanger de l'information avec des personnes dans le reste du monde et la possibilité de transformer les conditions de vie dans notre propre milieu? ²

(Annexe 2 : L'Arbre des Problèmes)

3.3.1. Difficultés Techniques

Les difficultés techniques liées à la mise en place des technologies d'information et de communication au service des acteurs de l'environnement de la Caraïbe sont d'une dimension économique et/ou logistique.

1. Coût élevé des communications
Il n'existe que deux ou trois systèmes majeurs de télécommunication avec des liens minimaux entre eux. Par exemple, un appel téléphonique des Iles Vierges Britanniques aux Iles Vierges Américaines doit obligatoirement passer par les Etats Unis ou Barbade et sera facturé en conséquence \$2,85/minute.
2. Accès aux TIC inéquitables
L'infrastructure est déficiente, inexistante ou inexploitée. Le câble fibre-optic sous-marin, "double-boucle Caribéenne", installé par ATT et Cable and Wireless est utilisé à moins de 10% de son potentiel, même après 15 ans d'existence.
3. La maîtrise technique n'est pas homogène dans la région.
La sophistication technique des liens internationaux contraste avec l'état primitif des installations et l'insuffisance des services de support locaux.
4. Systèmes multiples de classification et de stockage de données.
Il n'y a pas de standard universel pour les bases de données documentaires.
5. Logistique difficile et coûts élevés pour les rencontres
Les voyages entre îles et l'hébergement des visiteurs restent très chers. Il n'y a pas de liaisons directes entre les îles. Pour se rendre d'une île à l'autre le voyage est souvent long et pénible.
6. Méconnaissance des autres ressources Caribéennes.
Il n'existe pas d'annuaire des acteurs environnementaux pour la région.
7. Surcharge d'informations.
Les progrès réalisés durant ce siècle dans les nouvelles technologies d'informations et de communications, notamment Internet, ont entraîné une surcharge d'informations accessibles au public. Il y a une telle diffusion d'informations classifiées par des systèmes différents, qu'il devient difficile de se focaliser sur l'essentiel. De plus, la facilité avec laquelle les nouveaux sites sont créés puis abandonnés ou mis à jour de façon aléatoire, renforce la confusion générale et la désorganisation.

² Lettre à Tante Ophelia Sept postulats pour le développement dans l'équité à l'aide des nouvelles technologies de l'information et de la communication, Gomez et Casadiego, ITDG, Mars 2002

8. Diffusion déficiente des études et recherches dans le domaine
Il n'y a pas d'Observatoire des travaux réalisés sur l'environnement dans la Caraïbe. Souvent les chercheurs qui font des études dans la région repartent chez eux avec leurs données, ne laissant aucune trace de leur passage dans les instituts ou communautés d'accueil.
9. Non-fiabilité des sources et incohérence des données
La vérification de l'intégrité des sources est difficile et les données sont souvent contradictoires.
10. Obsolescence rapide du système informatique

3.3.2. Difficultés Humaines

Les difficultés humaines liées à la qualité des communications, des transferts de savoir, et des partages de connaissance relèvent de la perception et de la motivation de la communauté dans l'espace commun de coopération.

1. L'existence d'un « Fossé Numérique »
Alors que le rôle de la technologie prend de l'ampleur dans la société, les personnes sans ces ressources subissent un désavantage proportionnel. Le développement équitable de la région exige l'active participation de tous dans la société d'information.
2. Perception diverse de la liste des problèmes
Il existe des problèmes environnementaux communs, mais d'autres semblent spécifiques à certaines îles.
Ex. cyclone vs. Déforestation.
3. Peu de communications transversales
Les possibilités de communication entre les différentes catégories d'acteurs environnementaux ne sont pas exploitées, c'est à dire : entre les chercheurs universitaires et les centres de recherche, les PME, les agents régulateurs gouvernementaux et les ONG, les associations, les corps consulaires et professionnels et les centres d'apprentissage.
4. Non pertinence du contenu
Malgré la quantité d'informations disponibles il y a une absence de contenu local ou adapté à la situation locale.
5. Différents niveaux de développement
Les besoins primaires de certains n'étant pas encore assouvis, les capacités et les moyens de développement sont forcément différents entre les îles.
6. Barrières linguistiques
Relativement peu de gens maîtrisent suffisamment une deuxième langue pour établir des échanges.
7. Barrières culturelles
Entre les îles réside un esprit de compétition, ce qui empêche la coopération entre îles voisines.
Ex. les productions d'exportation concurrentes, telles que la banane vers le marché commun.
8. Différences de Comportements
Certains comportements traditionnels sont en conflit avec des enjeux actuels.
Ex. chasse à la baleine.

9. Barrières politiques
Il y a un manque de coordination entre les différents gouvernements de la Caraïbe face aux problèmes communs,
Ex. marée noire.
10. Manque de cohésion régionale
Il existe un cloisonnement des systèmes entre zones OECS, CARICOM, PTOM et DFA, chacun avec ses propres priorités, ses objectifs et ses normes.
Ex. L'exclusion des DFA des organisations internationales de la région du fait des changements statutaires et des indépendances de la Caraïbe après la seconde guerre mondiale.
11. Partage inéquitable des ressources naturelles
Les principes d'éco-développement ne sont pas respectés par tous.
Ex. Problèmes de droit de pêche
12. Difficultés pour le financement des projets
Il n'y a pas de relation entre les banques et les principaux bailleurs de fonds de la Caraïbe et celles de la DFA.
Ex. L'aide Européenne,
13. Multiples institutions en place
Les institutions faisant face aux mêmes problèmes mais issues de régimes différents, produisent une duplication des efforts accentués par des coûts de transactions élevés.

3.4. Objectifs transnationaux du projet

(Annexe 3 : Arbre des Objectifs)

NFOMEDIO contribue à faire évoluer l'objectif du développement durable et équitable de la région en assurant l'accès et la participation de tous les acteurs environnementaux de la région à la société d'information. L'échange en temps réel des idées, techniques et points de vue sur les questions concernant l'Environnement par des utilisateurs transnationaux de tous niveaux est un mécanisme puissant pour pallier la faible dynamique de la communication actuelle. L'accès et la participation de tous les acteurs environnementaux de la région à la société d'information favorisera la cohésion régionale et encouragera la pratique d'éco-développement.

Une évaluation des réseaux régionaux pour l'information environnementale faite par Caribbean Media Consultants en février 2002³, a relevé la nécessité d'améliorer l'accès à la société de l'information, la qualité de l'information, et aussi la coordination entre les réseaux existants.

3.4.1. Objectifs Techniques

Les objectifs techniques visent à organiser la méthode d'échanges d'informations entre les acteurs environnementaux de la Caraïbe.

³ Assessment of Regional Environmental Information Networks (REIN) and Development of a REIN Implementation Plan, Caribbean Media Consultants, August 2002

1.1 Harmoniser les normes et les procédures

Déterminer et organiser les normes (format des données, logiciels, protocoles de communications, etc..) et les procédures (saisie, validation, etc..) avec les partenaires du projet.

1.2 Créer un Annuaire des Acteurs

Créer une base de données recensant la majorité des acteurs impliqués dans l'environnement Caribéen.

1.3 Constituer un Centre de Documentation

Constituer une bibliothèque et un centre de documentation virtuel contenant les travaux et études réalisés sur l'environnement de la Caraïbe.

1.4 Vérifier l'ergonomie

Garantir que le système mis en place soit accessible et facile à utiliser par tous les infomédiaires et les autres destinataires.

1.5 Faciliter l'accès aux TIC

Faciliter les connexions de base à Internet par la mise en oeuvre de messageries et de forums. Etablir un centre d'appel par Internet, téléphone, fax, courrier

1.6 Optimiser les communications

Développer des moyens techniques économiques pour permettre les échanges des acteurs.
Simplifier la logistique des rencontres et des réunions.

1.7 Permettre l'évolution du système

Tenir compte de ce qui existe et des possibilités actuelles tout en cherchant à garder un système technique ultramoderne.

3.4.2. Objectifs Humains

Les objectifs humains envers l'adoption des politiques harmonieuses valorisent le partage des connaissances.

2.1 Former les Infomédiaires

Former l'équipe d'infomédiaires afin de leur permettre d'assurer leur mission.

2.2 Assister les destinataires

Former et assister de manière permanente en direct ou à distance les destinataires du système.
Prendre une approche personnalisée des problèmes de développement par le biais des **infomédiaires** à l'écoute et au service du public.

2.3 Déterminer le Champ d'Action

Déterminer une carte des micro et macro écosystèmes ainsi que des besoins dominants dans les différents points de la zone. Par exemples :

- Désastres naturels (cyclones, volcans ,etc..)
- Problèmes transnationaux (effet de serre, hydro-carbures polluants les océans, etc..)
- Activités humaines dangereuses (déforestation, abus de pesticides, etc..)
- Problèmes locaux (gestion des déchets, stockage d'hydrocarbures, etc..)

2.4 Garantir la fiabilité des sources et la cohérence des données

La consultation d'experts permettra la vérification des sources et l'identification des contradictions dans les données.

2.5 Diffuser un contenu pertinent

Définir des critères objectifs pour déterminer la pertinence du contenu en évitant de recourir à des points de vue subjectifs. Faire circuler les informations pertinentes(ex: nouvelles publications scientifiques). Développer et favoriser les communications transversales entre les différents niveaux d'acteurs (associations locales, ONG, gouvernements)

2.6 Réduire les barrières linguistiques

Rendre le système accessible à l'ensemble de la Caraïbe grâce à des infomédiaires bilingues et une base des connaissances multilingues.

2.7 Sensibiliser aux différences culturelles et politiques

Faire des campagnes de sensibilisation du public et des politiciens concernés.

2.8 Réduire les barrières culturelles.

Instaurer un esprit de coopération avec les voisins caribéens malgré les différences culturelles.

2.9 Avoir un comportement respectueux.

Résoudre les conflits entre les comportements traditionnels et les enjeux actuels du développement durable (ex: chasse à la baleine limitée à une seule prise).

2.9.1. Réduire les barrières politiques.

Etablir un consensus régional sur les problèmes environnementaux majeurs.

2.10 Faciliter le financement des projets.

2.11 Etablir des liaisons entre les Institutions.

2.12 Contribuer à la réduction des inégalités entre les pays de la zone Caraïbe.

2.13 Encourager la cohésion régionale en identifiant des priorités communes. Stimuler l'économie régionale par la formation de liens permanents entre le monde de la recherche et les entreprises de la zone (clusters).

2.14 Favoriser l'intégration culturelle des institutions régionales caribéennes

2.15 Défendre le partage équitable des ressources naturelles

3.5. Résultats attendus du projet

Maîtriser les difficultés humaines pour établir des communications efficaces, de transferts de savoir, de partage des connaissances et d'adoption de politiques harmonieuses

Maîtriser les difficultés techniques pour la mise en place d'outils TIC entre les acteurs impliqués dans l'environnement Caraïbéen

Mettre en place l'**infomédiation**. Etablir la médiation de l'information et de la communication.

L'**infomédiaire** restitue le facteur humain aux technologies de communication et d'information, en agissant en tant que courtier des courtiers des informations pour **faciliter les échanges d'informations et le partage des connaissances entre les acteurs environnementaux dans la Caraïbe**. Les principaux résultats du projet permettront de jauger l'efficacité de ce processus aussi bien dans la maîtrise des problèmes techniques liés aux traitements de l'information que dans la maîtrise des difficultés socio-culturelles pour l'acquisition des connaissances.

3.6. Aspects innovants du projet

Produits/résultats obtenus

INFOMEDIO propose une solution innovante pour maîtriser les problèmes techniques et socio-culturels liés à la gestion des connaissances : le concept d'**infomédiation** par lequel l'échange humain est restitué au coeur du processus. Le projet propose de vérifier cette proposition à l'occasion d'une expérience pilote centrée sur le thème de l'Environnement. Ce modèle d'un "moteur de recherche humain" est d'un caractère duplicatif au profit d'autres domaines tels que l'éducation ou la santé.

Processus de montage et fonctionnement du projet

Le modèle d'un moteur de recherche humain porte trois volets interactifs, gérés et coordonnées par l'**infomédiaire**: la base de connaissances, la communauté virtuelle et le centre d'appel.

i) La Base des Connaissances Environnementales

INFOMEDIO fournit un outil de coordination entre les acteurs concernés par l'Environnement dans la Caraïbe via la centralisation des données dans une banque des connaissances. La mise en commun des capacités de la zone permet de surmonter les barrières politiques, institutionnelles et linguistiques qui freinent le dialogue et le transfert d'informations. Il renforce l'infrastructure des réseaux existants et permet l'identification des points faibles tels que la duplication d'informations et son incohérence. Les partenaires transnationaux seront impliqués dans la collecte de données sur leur pays par des **infomédiaires**. Les données seront recensées par des moyens directs et indirectes, par exemple : les entretiens téléphoniques, les questionnaires, les sondages, les références aux publications ou à la littérature, les recherches sur Internet, les consultations directes, les réseaux informels ou tout autre moyen fiable, pratique et économique. La liste des ONG et des associations locales se trouvera sur le site **Rivelo** qui servira de portail vers leurs sites. La banque des connaissances servira aussi aux **infomédiaires** qui auront un accès plus approfondi aux données de ces associations et ONG. Ces informations compléteront les données régionales, nationales et internationales déjà recensées par l'association **Rivelo** dans le domaine du développement durable.

ii) La Communauté Virtuelle Axée sur l'Environnement

En fondant une communauté virtuelle axée sur l'Environnement **INFOMEDIO** encourage le développement de la connaissance mutuelle, l'échange de meilleures expériences, de pratiques et du transfert de connaissances et de savoir-faire entre les acteurs d'organismes environnementaux.

Le projet se base sur le même principe que notre partenaire **FUNREDES** qui a élaboré la communauté virtuelle Mistica en 1998. En collaboration avec **FUNREDES**, des améliorations seront portées à cette expérience, telles que l'introduction du facteur humain pour les traductions, essentiel pour l'efficacité de ce système de communication.

iii) La Plate-forme de Coopération

A travers les **infomédiaires INFOMEDIO** s'emploie à proposer aux organismes d'horizons différents d'intégrer des réseaux européens existants, leur permettant ainsi de se familiariser avec le fonctionnement des projets communautaires et de nouer un premier contact avec des partenaires européens. Ainsi, les départements français d'outre-mer prennent une part active dans la réalisation de l'intégration régionale en jouant le rôle de frontière active avec l'Europe continentale.

Dans cette démarche, **INFOMEDIO** rejoindra **FUNREDES** dans ses efforts pour contribuer au développement et à l'intégration régionale en collaboration avec les Organisations Internationales, les ONG, les États, les Administrations et les Institutions publiques ou privées intéressées. Cette plate-forme de coopération, sous forme d'un centre d'appel

animé par des **infomédiaires**, favorisera le renforcement des capacités communautaires et citoyennes, la collaboration et le travail en réseaux, le développement des valeurs locales ainsi que la préservation des langues.

Les capacités organisationnelles et les compétences produites par le projet.

L'accent est mis sur les aspects culturels et multilingues du projet, ce qui renforce l'identité propre des partenaires.

Les **infomédiaires** bénéficieront d'une formation dans une profession émergente : l'agent de ICT pour le développement (ICT4D), et de l'expérience pratique d'un séjour dans une île voisine.

Dynamique d'évaluation.

Un sondage sera utilisé pour déterminer un panorama écologique du départ. Ceci identifiera les besoins écologiques dominants dans les différents points de la zone et les moyens actuels de communication entre les acteurs sur ces points.

Les interventions actuelles des **infomédiaires** seront contrôlées par un Comité Technique, en vue d'analyser la nature de la demande et de vérifier les indicateurs choisis pour mesurer les résultats du concept. Ce comité aura la responsabilité d'établir la procédure d'**infomédiation** ainsi que le rapport d'activité et les publications des résultats. Le suivi et la mesure des résultats se feront par le biais de l'Intranet **Sysinfo Ravelo** qui permet l'échange dynamique et sécurisé d'informations entre les partenaires.

Les études quantitatives seront effectuées sur le nombre d'appels reçus par le centre des appels, et le nombre d'organismes répertoriés dans la base de connaissances. L'évolution de la proportion des échanges interlinguistiques sera un paramètre significatif, ainsi que la proportion des échanges sur les problématiques communes.

FUNREDES (via OLISTICA) a développé une démarche méthodologique pour déterminer l'impact social des TIC dans la région. Des indicateurs qualitatifs et quantitatifs sont utilisés pour faciliter l'analyse et la production des rapports intermédiaires et de fin d'étude. Cette méthodologie d'évaluation sera également utilisée pour déterminer l'utilité réelle des **infomédiaires** dans les réseaux d'informations.

Calendrier commun

Les grandes lignes du calendrier sont les suivantes:

oct 2005	Démarrage du projet
oct - dec 2005	Recrutement du chef du projet, Elaboration du Cahier de charge, Mise en place du comité technique, Recrutement d'équipe Préparation du sondage
nov 2005	Première rencontre du comité de pilotage
janv 2006	Rencontre du comité de pilotage Conférence de presse
jan 06 - mars 06	Harmoniser les normes et procédures entre les partenaires du projet
jan 06 - juin 06	Etablir un panorama écologique (sondage)
jan 06 - dec 07	Encourager la communication collaboratrice -Organiser des débats virtuels S'intégrer aux réseaux existants dans le monde
avr 2006	Rencontre du comité de pilotage
avr 06 - juin 06	Créer un annuaire des acteurs Constituer une bibliothèque virtuelle
avr 06 - dec 07	Mise en route du centre d'appel
juil 06	Rencontre du comité de pilotage
juil 06 - sept 06	Créer une panoplie d'outil de communication

	Organiser les infomédiaires - Formation
	Mettre en place une logistique opérationnelle
oct 2006	Colloque Panorama Ecologique
oct 06 - dec 2006	Remplir l'annuaire, la bibliothèque et autres outils
	Etablir un méta-site
nov 2006	Rencontre du comité de pilotage
jan 2007	Utilisation optimale du système pour l' infomédiation
	Rencontre du comité de pilotage
avr 2007	Rencontre du comité de pilotage
juil 2007	Rencontre du comité de pilotage
nov 2007	Rencontre du comité de pilotage
dec 2007	Fin du projet – Conférence de presse

(Annexe 4 : Calendrier)

3.7. Liste et description de toutes les actions

La stratégie retenue⁴ pour faciliter la communication et le partage des connaissances entre les acteurs environnementaux dans la Caraïbe, fera appel à l'**infomédiation** en tant que système de communication formel et structuré, qui reconnaît l'importance de l'aspect humain dans l'acquisition des connaissances.

(Annexe 5 : Stratégie)

Se reporter à l'annexe 5 pour les correspondances de numéros :

1.1 Etablir un panorama écologique

En vue de constater la perception initiale des besoins dominants dans les différents points de la région, le chef du projet en collaboration avec le conseiller scientifique environnemental et une agence du sondage prépareront un questionnaire à l'attention des acteurs écologiques de plusieurs îles. Le questionnaire examinera la perception caraïbéenne de l'environnement (ex: désastres naturels, des problèmes transnationaux, des activités humaines dangereuses et des problèmes locaux). Il sera administré au début du projet. Les résultats de ce sondage serviront de base de discussions et d'analyses lors d'un séminaire organisé par la suite. Ce séminaire permettra à une quarantaine d'expert dans le domaine de l'environnement de synthétiser leurs points de vue et de produire un « Panorama Ecologique de la Caraïbe »

1.2 Encourager la communication collaboratrice à l'intérieur de la société civile et avec les partenaires du gouvernement et du commerce

Des débats virtuels sur des sujets non-consensuels en relation avec le panorama écologique et l'actualité du jour seront organisés, assistés et modérés par les **infomédiaires** au cours de l'année 2007. Les experts du domaine, les membres du gouvernement et de la société civile ainsi que les responsables des entreprises seront conviés à participer aux débats.

1.3 Sensibiliser le public aux différences culturelles et politiques

Les problématiques communes identifiées lors du sondage feront l'objet d'un séminaire organisé en Martinique en Octobre 2006. Les experts de la région seront invités et un service de traduction simultanée mis en place pour faciliter la rencontre. Les résultats serviront à produire un « Panorama Ecologique de la Caraïbe »

⁴ Le Guide Methodologique de Montage de Projets de Coopération, édité par la Région Poitou Charentes en juin 2002, conseille d'analyser les différentes stratégies possibles à partir de la formulation des objectifs et de leur enrichissement par la contribution des partenaires. La stratégie retenue est celle qui est la plus pertinente et opportune en fonction des critères suivants : effets attendus; priorités des partenaires impliqués; fiabilité avec les ressources humaines, financières, matérielles et organisationnelles disponibles; complémentarité avec d'autres interventions; durée et cadrage par rapport aux programmes communautaires. p.21

1.4 Intégrer aux réseaux existants de par le monde

Promouvoir la région à l'intérieur des espaces virtuels de par le monde par l'adhésion à des réseaux existants oeuvrant dans le développement sud-sud et nord-sud (tel que Development Gateway).

2.1 Organiser les infomédiaires

Une équipe d'**infomédiaires** sera engagée en janvier de 2006 par le responsable d'**infomédiation** conformément aux critères de recrutement préalablement définis avec le chef du projet. Un expert en formation sera consulté pour aider dans l'élaboration d'un plan de formation. Chaque partenaire sera sollicité pour assurer une partie de la formation selon ses expertises, à savoir : **Rivelo** s'occupera des ressources techniques, FUNREDES des ressources humaines, et IRF de l'écologie. Une communauté virtuelle de support pour les infomédiaires sera mise en place. Le travail des **infomédiaires** sera suivi et évalué en permanence par le chef du projet et le responsable d'infomédiation en vue d'améliorer les procédures et la formation initiale. En mars 2007, une seconde équipe d'infomédiaires sera engagée et recevra une formation embellie par l'expérience de la première équipe.

2.2 Remplir l'annuaire, la bibliothèque et autres outils

Le responsable d'**infomédiation** effectuera des missions de reconnaissance d'Octobre 2005 à Décembre 2006 pour préparer le terrain et établir des contacts avec les acteurs principaux. Les **infomédiaires** seront chargés d'évaluer les organismes existants d'informations environnementales d'une manière logique et standardisée prenant en considération les paramètres suivants :

- i. La nature du document et le type d'informations environnementales diffusés par l'organisme. Par exemple éditions (nature), données statistiques (type)
- ii. Le secteur d'activité principal de l'organisme environnemental, tel que l'agriculture, la qualité de l'air et de l'eau, les ressources côtières et marines, les ressources culturelles et historiques, l'économie, l'énergie, les ressources minérales, les risques naturels, la population, l'urbanisme, les déchets solides, liquides et dangereux, les ressources de tourisme et de loisirs, l'hydrologie, les forêts, etc.
- iii. Les relations et les interconnexions entre les organismes.
- iv. Le public visé et la sphère d'influence.
- v. Les réglementations et/ou les plans applicables à la gestion de l'information.
- vi. L'organigramme de l'institution.
- vii. La pertinence et l'importance de l'organisme dans le contexte régional
- viii. L'infrastructure existante et nécessaire (équipement)
- ix. L'infrastructure existante et nécessaire (logiciel)
- x. L'aspect durable de l'organisme, son histoire, sa mission.
- xi. La raison sociale
- xii. L'équipe, le responsable
- xiii. L'amélioration de l'information
- xiv. Les mécanismes de contrôle de la qualité de l'information
- xv. Les coordonnées

Le champ de recensement s'étend à tout organisme local d'informations environnementales. Une liste (non-exhaustive) de ces organismes inclu : les Ministres de l'Environnement, les agences et départements gouvernementaux concernés par l'Environnement, les PME, les universités, les instituts et centres de recherche, les ONGs, les centres de services, les centres de transferts de technologies, les parcs scientifiques.

- i. Les organismes communautaires seront également recensés car ces structures informelles sont souvent les plus appropriées pour effectuer le transfert d'informations dans les zones manquant d'infrastructures.

Les données seront recensées par des moyens directs et indirectes, par exemple : les entretiens téléphoniques, les questionnaires, les sondages, les références aux publications ou à la littérature, les recherches sur Internet, les consultations directes, les réseaux informels ou tout autre moyen fiable, pratique et économique. Le recensement des données sera fait sur place par les **infomédiaires**. La collecte initiale des données se fera à partir d'avril 2006, et subira une mise à jour permanente sous la responsabilité des partenaires.

2.3 Mettre en place une logistique opérationnelle

Le responsable d'**infomédiation** en collaboration avec le responsable TIC, programment et coordonnent le traitement des demandes d'**infomédiation** reçues par le centre d'appel. L'**infomédiaire** est tenu de donner des informations précises en réponse aux questions ou de mettre en relation un demandeur avec un donneur. Un schéma synthétique du concept est présenté en *Annexe 6 : Diagramme de fonctionnement global du projet INFOMEDIO*. Cette action sera menée à partir d'avril 2006.

Le responsable d'**infomédiation** organise les voyages des **infomédiaires**. Les **infomédiaires** partiront en mission dans les pays partenaires pour recenser des organismes locaux actifs traitant de l'environnement. En vue d'améliorer la connaissance interne du sujet (entreprise apprenante) et d'affiner la logistique opérationnelle il y aura un suivi mensuel du nombre de demandes reçues par le centre d'appel et le nombre d'organismes enregistrés dans la banque de données.

2.4 Etablir un méta-site pour des informations écologiques des Caraïbes

Durant l'année 2007, les **infomédiaires** animeront une veille systématique sur la communauté écologique. Leurs observations seront enregistrées dans la banque des connaissances et exprimées lors des débats virtuels.

2.5 Utilisation optimale du système pour l'infomédiation

3.1 Harmoniser les normes et procédures entre les partenaires du projet

Durant le premier trimestre de 2006, le responsable TIC et le responsable administratif déterminent et organisent les normes (format des données, logiciels, protocoles de communications, etc.) entre les partenaires du projet. Ils recensent les formats d'échange info ex. BMP, JPG, TIF, PDF, et organisent des débats entre partenaires Infomedio et experts du domaine. Les formats retenus seront déterminés lors d'une réunion avec les partenaires. La même procédure sera utilisée pour obtenir des conseil sur les outils (matériels, logiciels) et pour déterminer les procédures (saisie, validation, etc...).

3.2 Créer un annuaire des acteurs

Le cahier des charges de la base de données (champs : choix, etc., vues, multilingue) est déterminé par le chef du projet et le conseiller scientifique environnemental à partir des résultats du panorama écologique et l'avis d'un expert en documentation. La base de données est réalisée avec les outils et formats déterminés en 3,10. Il est testé pour son ergonomie par un contrôle externe. Sa mise en production est prévue pour janvier 2006. Les démarches légales d'enregistrement sont effectuées par le chef du projet.

3.3 Constituer une bibliothèque virtuelle

Une bibliothèque et un centre de documentation virtuel pour les travaux et études réalisés sur l'environnement de la Caraïbe sont constitués. Le chef du projet clarifie le cadre organisationnel et légal de la propriété intellectuelle et écrit le cahier des charges. La base de données est réalisée avec les outils et formats déterminés en 3,10. Il est testé pour son ergonomie par un contrôle externe. Le mise en production est prévue pour janvier 2006. Les démarches légales d'enregistrement sont effectuées par le chef du projet.

3.4 Créer une panoplie d'outils de communication

La collaboration entre les partenaires se fera par le biais d'un intranet **Sysinfo Rivelo** qui contiendra plusieurs bases connectées sur un serveur permettant l'échange dynamique et la gestion d'informations entre les partenaires. Le système sera établi suivant le cahier des charges réalisé en 3,2 et 3,3 pour permettre l'accès à l'annuaire et à la bibliothèque. La participation active du public est encouragée par des réseaux communautaires, tels que l'agenda, forum, blog, FAQ, etc. Les outils seront conçus par le responsable TIC et son équipe et animés par les **infomédiaires**. Ils seront fonctionnels à partir de janvier 2006.

3.5 Favoriser l'accès aux connaissances

Un centre d'appel pour répondre aux questions du public sur des sujets environnementaux sera mis en place en avril 2006. Les demandes peuvent être posées en français, anglais, espagnol ou créole et interviendront via Internet, téléphone, fax ou courrier. Les **infomédiaires** enregistrent les demandes pertinentes puis ils recherchent comment apporter une solution concrète aux problèmes. L'infomédiaire peut, si nécessaire, entrer en contact avec le demandeur pour plus d'information. Le travail aboutit sur des informations précises ou la mise en relation d'un demandeur et d'un donneur. Un schéma synthétique du concept est présenté en *Annexe 6 : Diagramme de fonctionnement global du projet INFOMEDIO*.

Les connexions de base à Internet sont facilitées par la mise en œuvre des réseaux communautaires tels que messageries et forums animés par les **infomédiaires**. Les statistiques sont tenues sur la fréquentation du bureau et du site.

3.6 Permettre l'évolution du système

L'évolution du système est contrôlée par le Comité Technique. Le responsable TIC et son équipe assurent la veille technique du système. Ils maintiennent et améliorent le système régulièrement pendant la durée du projet.

4. Autres sources de financement communautaire pour ce projet

Aucune autre source de financement n'a été demandée.

5. Etudes et travaux préalables

Le projet **INFOMEDIO** est basé avant tout sur l'étude préalable de nombreux ouvrages et publications sur l'appropriation des TIC pour un développement durable. L'Autre Côté du Fossé, Regards Latino-américains et des Caraïbes sur le Sommet Mondial sur la Société de l'Information⁵ publié en septembre 2003, présente une série d'articles reflétant les valeurs communes de différentes institutions d'Amérique Latine et des Caraïbes impliquées dans des activités liées à la société de l'information et ses thèmes connexes (communication, connaissance, savoir, etc.). Parmi les auteurs figure notre partenaire, Daniel Pimienta, avec un article sur « La fracture numérique: un concept boiteux ? », Mars 2002. Dans l'article il cite le réseau humain Mistica, créé par **FUNREDES** entre 1998 et 2000, constitué de chercheurs et d'acteurs de terrain d'Amérique latine et des Caraïbes. Depuis quelques années, Mistica réfléchit collectivement sur le thème de la désormais célèbre "fracture numérique". Pimienta fait remarquer que « le groupe relève trop souvent l'utilisation d'un discours dominant simplificateur et superficiel qui tend à gommer les véritables enjeux de sociétaux (l'appropriation sociale des technologies et par ce biais l'empowerment des personnes à l'échelle individuelle ou collective) et à focaliser le débat sur le thème des accès, au sens restrictif du thème (s'agit-il en fait seulement de fabriquer des consommateurs au Sud pour le marché du commerce électronique et ses produits venant du Nord?). »

Un autre document publié en 1999 par l'équipe Funredes, cherche une méthodologie, à propos des systèmes de conférences sur le Web pour encourager la pro-activité des communautés virtuelles⁶. Les deux objectifs principaux de la méthodologie seront de diminuer le niveau des barrières (linguistique, surcharge d'information, durée, savoir faire et accès) et d'augmenter la motivation d'agir. **FUNREDES** a coordonné des études expérimentales en 1999 au bénéfice des ONGs et des individus concernés par l'impacte social d'Internet dans l'Amérique Latine et la Caraïbe⁷. Ces investigations portaient sur quatre domaines méthodologiques différents :

1. Rendre l'usage plus efficace du listing basé dans la communauté virtuelle.
2. Permettre la participation à distance dans une réunion par le biais de l'email.
3. Permettre aux personnes sans accès internet à participer à une communauté virtuelle.
4. Structurer les réunions physiques et virtuelles pour faciliter le processus démocratique des décisions.

⁵ L'Autre Côté du Fossé, Regards Latino-américains et des Caraïbes sur le Sommet Mondial sur la Société de l'Information, publication de la « Red sobre el Impacto Social de la Tecnologías de la Información y Comunicación » (RedISTIC), Septembre 2003

⁶ Les systèmes de conférences sur le Web ne fournissent pas les communautés virtuelles en pro-activité : il faut trouver une méthodologie ! Daniel Pimienta, Senaida Jansen, Catherine Dhaussy, Franck Fourmental, Ricardo Gómez, Marina Urquidí
Date de publication: 1999-04-21 **Date d'actualisation du HTML:** 1999-09-23 **Langue d'origine:** English
Régions: Amérique Latine et les Caraïbes **Sujets:** Méthodologie: Vision utilisateur, Interfaces utilisateurs

⁷ La méthodologie EMEC (la gestion efficace des conférences électroniques multilingues) : un pas vers la démocratie directe. Catherine Dhaussy. **Date de publication:** 1999-11-11 **Date d'actualisation du HTML:** 1999-11-18 **Langue d'origine:** English
Régions: Amérique Latine et les Caraïbes **Sujets:** Interfaces utilisateurs

La méthodologie proposée coordonne les compétences telles que : la modération/facilitation, traduction automatique assistée, informations professionnelles de résumés et la formation. Ceci permet une meilleure focalisation sur des thèmes communautaires et le respect de leur niveau de développement, leur culture et leur langue.

En *Annexe 7*, la liste des travaux effectués par **Funredes** dans le domaine de l'impact social d'internet, et les interfaces utilisateurs depuis 1990.

Toujours dans la perspective de l'appropriation sociale des technologies, l'étude qui nous a amenés à proposer le présent projet est celle de Megan Lloyd Laney, ITDG [Making Knowledge Networks Work For the Poor](#), 1 Mars 2003⁸. Cette étude cherche à améliorer l'intégration et la coordination internationale des ressources d'informations et de connaissances de la technologie appropriée. Faut-il alors créer un autre réseau? Lloyd Laney a conclu que le moyen efficace en vue d'améliorer l'impact de l'information et des connaissances de la technologie appropriée en ce qui concerne les personnes défavorisées, serait de prendre l'initiative d'inclure ou de cibler les intermédiaires et courtiers d'informations, travaillant au niveau de la communauté. Une telle initiative fonctionnerait avec les **infomédiaires** qui ouvriraient et faciliteraient le transfert des connaissances locales, complétées par les informations externes.

En vue de résoudre les problèmes environnementaux des petites îles tropicales en voie de développement, notre deuxième partenaire IRF mène des études et collecte des informations depuis 1972 en collaboration avec des experts de la région. En 1986 et 1995 sur la demande de World Wildlife Fund-US, Rockefeller Brothers Fund, US Agency for International Development et Mukti Fund, la Fondation a apporté une assistance technique aux différents ONGs conservationnistes des îles: Anguilla, Antigua, Iles Vierges Britanniques, Dominique, Grenade, Montserrat, St. Kitts, Nevis, St. Lucie et St. Vincent⁹. La Fondation a plusieurs programmes en cours tels que : la conservation de la biodiversité, la gestion de zones côtières et des eaux usagées ainsi que des systèmes d'information environnementale. Faisant partie de leur programme d'information environnementale, la Fondation tient actuellement une veille informatique sur 39 sujets environnementaux portés à plus de 3.000 individus et groupes. Certains de ces groupes existent depuis plus de cinq ans. En *Annexe 8*, la liste des travaux effectués par IRF dans plusieurs îles de la Caraïbe sur des problématiques variées à propos du domaine environnemental.

6. Relation avec d'autres projets et actions

IUCN (International Union for the Protection of Nature), une importante organisation environnementale basée en Suisse comporte des membres de 140 pays, dont 77 Etats, 114 agences gouvernementales et plus de 800 ONG's. Sa mission est d' « *influencer, encourager et assister les sociétés à travers le monde, de conserver l'intégrité et la diversité de la nature et d'assurer le caractère équitable et éco-durable de l'exploitation des ressources naturelles.* » Plus de 10 000 scientifiques reconnus internationalement et des experts de plus de 180 pays travaillent bénévolement sur six commissions globales gérées par l'organisation : la conservation des espèces (SSC), les zones protégées (WCPA), la législation (CEL), l'éducation (CEC), les ressources naturelles (CEESP) et les écosystèmes (CEM). Selon Achim Steiner, le Directeur Général, « *IUCN construit des ponts entre les gouvernements et ONGs, les sciences et les sociétés, l'action locale et la politique globale.* ». IUCN a lancé un réseau électronique « THE GREEN WEB » pour faciliter l'accès à cette richesse d'information. Néanmoins, son orientation globale rend difficile des applications locales, surtout quand la région des Caraïbes ne figure même pas sur leur registre de comités régionaux. La Martinique, en tant que département français participe au réseau à travers ses institutions nationales, telles que Le Parc Naturel Régional. Le rôle d'**INFOMEDIO** consistera donc à promouvoir la région à l'intérieur de cet espace virtuel.

CARIFORUM a lancé une initiative en 2002 afin d'établir un réseau régional des informations environnementales (REIN), entre les ONG's, le gouvernement, et le secteur privé dans l'optique d'améliorer la gestion des ressources naturelles, d'encourager l'éducation environnementale et de sensibiliser le public aux enjeux de l'environnement. Les activités prévues étaient :

⁸ Rendre les Réseaux de Connaissances Efficaces Pour Les Personnes Défavorisées, ITDG Mars 2003

⁹ IRF, assistance technique, 1995

- (a) établir un bilan des réseaux régionaux existants et les moyens alternatifs de s'informer
- (b) établir un bilan des besoins de s'informer sur l'environnement, perçu par les agences et la société civile
- (c) identifier d'autres moyens appropriés pour diffuser l'information
- (d) définir et réaliser une structure capable de fournir le service réseau aux usagers
- (e) assumer le soutien durable aux opérateurs du réseau sur demande
- (f) développer des produits et services d'information pour répondre aux besoins de la région – par exemple, une étude de la structure des régulations en vigueur et l'harmonisation entre les différentes politiques environnementales pour instruire et orienter le public conformément aux standards de la gestion légale et régulatrice
- (g) diffuser de l'information pertinente et à jour.
- (h) identifier de nouvelles sources pour la future maintenance du réseau d'information.

Les activités (a) à (d) ont été réalisées pendant la période préparatoire. Le contrat pour établir le cahier des charges a été accordé à Caribbean Media Consultants de Trinidad et Tobago en février 2002. Leur rapport final a été publié en septembre 2002. En réponse à leurs propositions et recommandations, un coordinateur du projet REIN a été engagé et les activités ont commencé dans le programme SWAP-I de novembre 2002 à l'octobre 2003.

A l'heure actuelle sur leur site web www.ccanet.net, le CCA reconnaît que le potentiel de l'information dans la procédure décisionnelle des agents régulateurs n'a pas encore été réalisé. Confrontés à une surcharge d'informations, les responsables de la politique environnementale réclament non seulement l'accès aux ressources, mais aussi une assistance des systèmes d'informations aux processus décisionnels. Ils se plaignent que les systèmes actuels d'informations se focalisent trop sur les aspects techniques de la gestion de l'information, en conséquence ils sont déconnectés du contexte des usagers. Par ailleurs il est important de signaler que les D.F.A., la République Dominicaine et Haiti étaient exclus de ce bilan des réseaux régionaux d'informations environnementales, probablement à cause des diversités culturelles et linguistiques trop difficiles à assumer. **INFOMEDIO** prend en compte ces diversités culturelles et linguistiques en proposant le concept d'**infomédiation** qui remet l'échange personnalisé au cœur du processus de la gestion et la transmission des connaissances.

7. Compatibilité avec les politiques nationales et communautaires

L'Agenda 21, une initiative globale lancée par ECCO '92 et ratifiée par les 173 chefs d'État et de gouvernements présents au Sommet de Rio, vise l'action concrète dans le domaine du développement durable. Au sommet de Johannesburg, en 2002, la France est intervenue dans l'esprit de l'Agenda 21, en s'appuyant sur des appels à projets au niveau local impliquant les collectivités territoriales et d'autres acteurs du développement durable, et enfin sur l'engagement du gouvernement et surtout du président de la République. Les défis des premières années, consacrés à la sensibilisation, ont évolué aujourd'hui à l'accompagnement, l'identification et la valorisation des bonnes pratiques pour contribuer à leur déploiement dans les structures de gestion. **INFOMEDIO** agit dans ce sens en fournissant un réseau de communication, de collaboration et de coordination pour les acteurs environnementaux de la Caraïbe. Les outils de communication sont conçus pour soutenir les adhérents et les décideurs (ministres, dirigeants d'entreprises et d'associations, élus, experts) dans la mise en œuvre opérationnelle des stratégies de développement durable spécifiques à la région.

La coopération industrielle favorable aux transferts de technologie pour la création de "clusters" commerciaux industriels est l'une des priorités d'investissements dans les activités de recherche, de développement et d'innovation technologique préconisée par l'Union Européenne (COM (1999)344 final - Journal officiel C 267, 22.09.1999) **INFOMEDIO** aide à la réalisation de cet objectif en fournissant le moyen: un réseau pilote qui facilitera l'échange des idées et le développement de techniques fiables d'informations.

INFOMEDIO favorise le maintien et la création d'emplois dans les îles concernées. Le poste qui demandera le plus grand nombre d'agents est celui des **infomédiaires**. Le profil de ce type de poste convient plutôt aux femmes, selon

une étude faite par Gerrido, Morales et Villarroel en mars 2003 sur des opérateurs de réseau dans les télécentres communautaires¹⁰

En ce qui concerne l'installation du bureau en Martinique, tout achat d'équipements et immobiliers sera fait après la consultation d'au moins deux devis, respectant ainsi la politique de la concurrence.

8. Coordination des réalisations

Structure Organisationnelle

(Annexe 9 : Organigramme)

Un comité de pilotage soutiendra, guidera et surveillera la progression du projet. Leur rôle est d'aviser les gestionnaires du projet sur les aspects de fiabilité, le plan d'affaires, et la réalisation des résultats; assurer que l'envergure du projet correspond aux besoins des groupes intéressés, donner à ceux qui sont impliqués directement dans le projet leurs avis sur l'aspect entreprenant; assurer que l'effort et les dépenses sont en accord avec les attentes, adresser des sujets qui ont des implications majeures pour le projet, veiller à ce que le projet persiste à réaliser ses objectifs malgré des imprévus, réconcilier des différences d'avis et d'approches, résoudre d'éventuelles désaccords et donner des comptes rendus sur l'évolution du projet aux supérieurs. Le comité se réunira quatre fois par année, en avril, juillet, novembre et janvier. Les gestionnaires du projet peuvent assister aux réunions.

Un comité technique sera composé des gestionnaires et du chef de projet. Il sera responsable de l'élaboration de la procédure de fonctionnement du projet et analysera des données communes en vue de les affiner. Il établira notamment la procédure de traitement des demandes et la collecte d'informations et supervisera les opérations. Il élaborera le plan d'action de communication. Ce comité s'occupera également de la procédure des mesures de résultats. Il sera responsable du rapport intermédiaire d'activités et de la publication des résultats finals.

Le système de circulation de l'information entre les partenaires

La collaboration entre les partenaires se fera par le biais d'un intranet **Sysinfo Rivelo** qui contiendra plusieurs bases connectées sur un serveur permettant l'échange dynamique et la gestion d'informations entre les partenaires. Pour faciliter la discussion directe, une connexion téléphonique via Internet sera utilisée. Ce système a fait ses preuves: il permet de gagner du temps tout en réduisant les coûts.

La responsabilité de chacun des partenaires à l'égard des objectifs et activités du projet est stipulée dans l'Accord de Partenariat Transnational

La conception du site sera faite par **Rivelo** en collaboration avec les partenaires qui feront leurs recommandations concernant les spécificités locales. La réalisation du site sera faite par **Rivelo** sur un serveur situé en Martinique. Tous les entretiens et services du système seront également sous la responsabilité de **Rivelo**.

L'élaboration du programme de formation des **infomédiaires** sera assurée par le chef du projet en collaboration avec un formateur externe. Ils décideront de la méthodologie à employer dans la conception du cursus. Une attention toute particulière sera portée sur la problématique spécifique à chaque partenaire pour l'appropriation des TIC dans leur pays. Chaque partenaire sera sollicité pour assurer une partie de la formation selon ses expertises, à savoir : **Rivelo** s'occupera des ressources techniques, FUNREDES des ressources humaines, et IRF de l'écologie.

La conception de la banque de données fera appel à l'expertise d'une documentaliste basée en Martinique. Le recensement des données sera fait par les **infomédiaires** embauchés en Martinique, République Dominicaine ou îles Vierges. Ceux-ci travailleront localement ou seront envoyés en mission dans les pays des partenaires transnationaux. Tous les organismes recensés seront contactés dans l'intérêt d'établir la communication directe et de s'assurer de la fiabilité de l'information. Chaque partenaire sera impliqué dans l'enregistrement et la mise à jour des données des

¹⁰ Former des citoyens pour la Société de l'Information : l'expérience des Opérateurs du Réseau d'Information Communautaire, Chili, Instituto de Informatica Educativa de la Universidad de la Frontera de Tenuco, Mars 2003

organismes de son propre pays. Une brève description de chaque organisme sera présentée en français, espagnol et anglais.

La création, l'animation et l'administration des forums virtuels entre les acteurs d'organismes environnementaux seront assumées par les **infomédiaires**. La traduction des commentaires sera faite également par les **infomédiaires**.

9. Calendrier prévisionnel des réalisations (pour chaque année)

2005	Cahier de charge, Préparation du sondage
2006	Harmoniser les normes et procédures entre les partenaires du projet Etablir un panorama écologique (sondage) Encourager la communication collaboratrice -Organiser des débats virtuels S'intégrer aux réseaux existants de par la monde Créer un annuaire des acteurs Constituer une bibliothèque virtuelle Mise en route du centre d'appel Créer une panoplie d'outils de communication Organiser les infomédiaires-Formation Mettre en place une logistique opérationnelle Colloque Panorama Ecologique Remplir l'annuaire, la bibliothèque et autres outils Etablir un méta-site
2007	Utilisation optimale du système pour l' infomédiation Fin du projet – Conférence de presse

10. Modalités de diffusion des résultats du projet.

Le plan d'action de communication sera mis en oeuvre par le Comité Technique. Pendant toute la période des réalisations le comité établira des rapports intermédiaires sur la gestion, le suivi et l'évaluation du projet selon les critères d'évaluation établis au préalable.

L'objectif du plan médiatique sera d'informer les bénéficiaires potentiels de la mise en place d'une forme innovante de communication pour faciliter l'échange des idées et le développement des techniques fiables d'information. Le plan vise aussi à informer le public du rôle joué par la Communauté en faveur du projet.

Les bénéficiaires potentiels du projet comprennent les organisations professionnelles en milieu économique, les partenaires économiques et sociaux, les autorités régionales et locales et les autres autorités publiques compétentes, les organisations non gouvernementales, en particulier les organismes pour la promotion de l'égalité entre les sexes et les organismes oeuvrant pour la protection et l'amélioration de l'environnement tels que les ministères de l'Environnement, les agences et départements gouvernementaux concernés par l'environnement, les PME, les universités, les instituts et centres de recherche, les centres de services, les centres de transferts de technologies et les parcs scientifiques.

L'inauguration et la conclusion du projet feront l'objet d'une conférence de presse en Martinique. Les acteurs principaux pour la protection et l'amélioration de l'environnement en Martinique et des pays partenaires seront conviés ainsi que les autorités régionales et locales. En conformité avec le Règlement CE 1159/2000 concernant les manifestations d'informations (conférences, séminaires, foires, expositions, concours) le drapeau européen sera présent dans la salle de réunion et l'emblème sera porté sur les documents.

Pour la durée du projet, nous prévoyons un budget pour les médias nationaux ou régionaux (presse, radio), les communiqués de presse, les placements d'articles et suppléments dans les journaux les plus appropriés. Les méthodes classiques de diffusion des résultats (brochures, dépliants, lettres d'information) seront renforcées par le matériel communiqué par voie électronique (site web, banque de données à l'attention des bénéficiaires potentiels) en vue de permettre la diffusion rapide et efficace d'informations mais également d'établir un dialogue avec un large public. La zone de diffusion couvrira les départements français des Antilles et les pays transnationaux du partenariat. Il sera fait mention de la contribution de l'Union européenne et du FEDER sur la page d'accueil, et un lien (hyperlink) sera opérationnel vers les autres sites web de la Commission relatifs aux différents fonds structurels.

11. Evaluation

Un état des lieux, qui servira de base d'évaluation de la réussite du projet **INFOMEDIO**, sera fourni par le Panorama Ecologique. Ceci sera réalisé en deux parties. En premier lieu, un sondage administré aux acteurs écologiques de la région constatera la perception initiale des besoins dominants dans les différents points de la région. Par la suite, un colloque organisé en Martinique fin 2006 permettra la communication directe entre acteurs sur les problèmes communs identifiés lors du sondage. Le résultat de cette rencontre servira à produire une carte des micro et macro écosystèmes de la région. Le cahier des charges pour la banque des connaissances (annuaire, bibliothèque) sera élaboré à partir de ces données ainsi que le programme des débats virtuels.

La pertinence et l'efficacité de ce réseau pilote d'**infomédiation** pour l'environnement seront indiquées par la quantité et la qualité des échanges effectués dans la communauté virtuelle. Le projet vise une augmentation du nombre des échanges effectués par les TIC. La qualité de ces échanges relève de:

- 1) le degré de satisfaction des participants,
- 2) les sujets traités par rapport à la problématique commune
- 3) le niveau d'expertise et d'influence des acteurs
- 4) le délai avant d'obtenir un réponse.

La méthodologie d'évaluation utilisera "l'isticometre" développé par **FUNREDES** (via OLISTICA) pour déterminer l'impact social de l'**infomédiation** dans la région.

12. Indicateurs

(Annexe 10 : Cadre logistique du projet)

12.1. Indicateurs de réalisation

La réalisation d'un réseau pilote pour l'**infomédiation** sur l'environnement, dépend tout d'abord de la mise en place d'un outil informatique en bon état de marche. La validation technique du **SysInfo Rivelo** sera assuré par un contrôle externe. Le responsable TIC fournira un dossier des ouvrages exécutés, et le plan de maintenance du système.

L'établissement des alliances entre les scientifiques et les entrepreneurs en vue d'avancer la coopération industrielle sera mesuré par :

1. le nombre des établissements de recherche impliqués dans des programmes de collaboration;

2. le nombre des projets de recherche dont les résultats bénéficient directement aux entreprises de la région, et
3. le nombre des projets qui promeuvent le e-commerce.

12.2. Indicateurs de résultat

La maîtrise des problèmes techniques pour la mise en place d'outils TIC entre les acteurs impliqués dans l'environnement Caraïbéen est confirmée par le bon fonctionnement du système.

La maîtrise des difficultés socio-culturelles suscite une prise de conscience et la motivation commune au delà des différences linguistiques et culturelles. Elle se révèle à travers une augmentation de la proportion d'échanges interlinguistiques par rapport aux échanges monolingustiques. Un autre indicateur sera un renforcement des collaborations autour des problèmes perçus collectivement, grâce au Panorama Ecologique.

La pertinence et l'efficacité de l'**infomédiation**, en tant que catalyseur de la communication entre les acteurs environnementaux de la région, seront révélées par une augmentation du nombre d'échanges effectué par les TIC. Celui-ci sera mesuré mensuellement et en accord avec les paramètres suivants :

- le nombre d'acteurs recensés,
- le nombre de documents dans la bibliothèque,
- le nombre de visites au bureau ou sur le site,
- le nombre d'appels reçus par le centre d'appel,
- le taux d'activité de l'infomédiaire, et
- le nombre d'interventions effectuées, dont
 - le nombre des projets de coopération,
 - le nombre d'accords de collaboration entre les chercheurs universitaires et les entreprises, et
 - le nombre de demandes de recherche exploitable par des entreprises de la région seront significatifs

Une analyse plus détaillée de ces paramètres permettra la vérification de certains objectifs.

- 1) La distribution des appels par secteur : (nombre de demandes et pourcentage de réussite)
 - i. Communauté Virtuelle & Réseaux c'est à dire collaboration en ligne, gestion d'informations, confiance et vérification, partenariat, intranet, réseau communautaire
Objectif : l'établissement des consensus régionaux sur les problèmes environnementaux
 - ii. Sensibilisation du grand public c'est à dire les actualités, l'appui au plaidoyer, l'éducation environnementale
Objectif : l'organisation d'une communication efficace entre les associations locales et les ONG correspondantes
 - iii. Recherche, c'est à dire le partage des données, et l'échange d'informations techniques
Objectif : la formation des liens permanents entre le monde de la recherche et les entreprises de la zone
 - iv. Eco-développement c'est à dire l'éco-tourisme, l'éco-villages, la gérance des ressources naturelles, la responsabilité sociale
Objectif : la recommandation en tant que caution et vecteur auprès de certaines entreprises locales figurants dans notre réseau relationnel
 - v. Financement
Objectif : l'appui des relations entre les banques et les PME ou les associations
 - vi. Union Européenne
Objectif : l'amélioration du dialogue entre les gouvernements et les ONG. La Martinique jouant le rôle de frontière active avec l'Europe continentale
- 2) La distribution géographique des appels :
 - i. issus de la Martinique, le République Dominicain, les Iles Vierges
 - ii. d'origine locale
 - iii. d'origine régionale
 - iv. d'origine internationale

Objectif : l'intégration des institutions régionales caribéennes

3) Le traitement des appels :

- i. Au niveau local
- ii. Au niveau inter-régional
- iii. Au niveau international

Objectif : la reconnaissance et la valorisation des ressources de la Caraïbe.

4) La distribution par bénéficiaires

- i. Nouveau bénéficiaire
- ii. Sa raison sociale : individu, association, PME, ONG, gouvernement, université, centre ou organisme de recherche, structure de transfert de technologies, organisme publique/privé, organisme consulaire, organisme professionnel, association de recherche, centre de formation.

Objectif : améliorer l'accès à la société de l'information.

12.3. Indicateurs d'impact

L'un des effets à long terme de ce projet pilote d'**infomédiation** pour l'environnement sera l'augmentation du nombre des emplois créés. L'**infomédiation** est une profession émergente : l'agent des technologies d'information et communication pour le développement (ICT4D). La quantité d'infomédiaires nécessaire pour mener à bien un centre d'appel augmente de manière hyperbolique en fonction du nombre d'acteurs, de demandes et du temps moyen pour traiter une demande. Le formulaire mathématique et graphique est donné en *Annexe 11 : Combien d'infomédiaires faut-il ?* L'élargissement du champ de référence de ce projet pilote aux autres îles de la région aura donc un effet avantageux sur le nombre d'emplois créés.

L'impact du projet sur l'industrie et la coopération industrielle sera démontré par le nombre des entreprises qui bénéficie des résultats des programmes de recherche développés en connexion avec ce projet.

Finalement, Infomédio aura un impact sur la qualité de l'environnement à travers l'amélioration des moyens de communication entre les acteurs environnementaux de la région. Le « Panorama Ecologique » produit par les experts environnementaux lors du séminaire servira de document de référence permettant la comparaison d'états futurs avec le présent, surtout par rapport aux problématiques communes.

ANNEXES

Annexe 1 : Statistiques Régionales

Annexe 2 : Arbre des Problèmes

Annexe 3 : Arbre des Objectifs

Annexe 4 : Calendrier

Annexe 5 : Stratégie

Annexe 6 : Diagramme de fonctionnement

Annexe 7 : Liste des travaux effectués par Fundredes

Annexe 8 : Liste des travaux effectués par IRF

Annexe 9 : Organigramme

Annexe 10 : Cadre logistique du projet

Annexe 11 : Combien d'infomédiaires ?

Annexe 12 : Budget

Annexe 13 : Accord de partenariat transnational

Annexe 14 : English summary